

L'ÉTAT DESTRUCTEUR DES CARACTÈRES

Cent fois on s'est moqué de la manie des rangs et des titres en Allemagne, et les railleries en prose et en vers déversées sur ce sujet forment toute une bibliothèque. Mais la matière est inépuisable, et quelques côtés, notamment, ont été jusqu'ici à peine effleurés. C'est ainsi qu'on n'a pas suffisamment appuyé, il s'en faut, sur le danger qui menace le développement et même l'existence d'un peuple, quand celui-ci érige le bonnet à bouton de mandarin en idéal privé et public.

Allez dans un cercle allemand, et regardez autour de vous ; vous trouvez là des assesseurs et des inspecteurs, des commandants et des conseillers, surtout des conseillers de toute couleur et de tout format, depuis le conseiller de commission sans importance jusqu'au très considérable conseiller « intime actuel ». Chaque profession a son conseiller spécial, qui en est en quelque sorte l'efflorescence, et l'on doit seulement s'étonner que quelques-unes encore n'aient pas une efflores-

cence pareille, constituant ainsi les cryptogames dans la flore de l'Etat. Ce serait si gentil, si les mendiants ou les laveurs de bocks les plus éminents pouvaient espérer aussi parcourir la partie descendante de leur carrière réussie, parés d'un titre approprié, tel, par exemple, que celui de conseiller du carottage ou conseiller de l'élévation du coude. Un homme simple et humble qui se contente de son prénom et de son nom, vous le cherchez en vain parmi tous ces conseillers, quand bien même vous fureteriez à l'aide d'une lanterne de Diogène à la hauteur des progrès les plus récents en matière d'éclairage électrique. Le valet qui offre à la ronde le sirop d'orgeat est en apparence le seul représentant du genre « Adam Homo » sans épithète, mais même dans ce cas l'apparence est trompeuse. Chaque fois, en effet, que l'Etat a l'occasion de s'occuper officiellement de lui, soit pour lui réclamer ses impôts, soit pour le poursuivre par suite de tapage nocturne, soit pour lui clouer la « médaille d'honneur » à la poitrine, en reconnaissance du soin amoureux avec lequel il a ciré pendant de longues années les bottes de son général ou de son conseiller intime, il ne l'appelle pas « Frédéric-Guillaume Müller », mais il joint à ces noms l'épithète qualificative : « le valet Frédéric-Guillaume Müller ». Ce n'est

pas là un titre d'un éclat particulier, mais enfin c'est un titre. Il occupe du moins la place d'un titre et la tient chaude. Il marque qu'à cet endroit il devrait y avoir quelque chose. Il maintient vivante l'habitude de voir un manche attaché à un nom, comme à une casserole. L'Etat a une pudeur d'espèce spéciale : il est choqué de voir devant lui un nom nu. Fi, quelle honte ! Vite, le manteau d'un titre ! ou, tout au moins, la feuille de vigne de l'indication de métier ! Les mathématiciens, qui tiennent pourtant beaucoup à l'exactitude, s'épargnent le signe quand elles peuvent, et conviennent de ceci avec nous : quand devant un terme il n'y a rien, il faut y mettre par la pensée un « plus ». L'Etat ne fait pas de pareille concession. Chaque nom doit avoir son anse. Celui qui n'est rien d'autre reçoit au moins le titre de « particulier ». Comme il est bien allemand, ce cri du cœur de l'homme des *Fliegende Blaetter* : « Si je ne suis rien, je suis pourtant un contemporain ! »

Quand on vous a présenté un homme comme M. le conseiller un tel, vous savez tout ce qu'il vous faut savoir sur son compte. Ne vous donnez aucune peine pour connaître sa personnalité ; vous n'avez pas même besoin de voir son visage, et bien moins encore de noter son nom.

Ce sont là choses accessoires. L'essentiel est le conseiller. Celui-ci donne la pleine définition de l'homme. Vous pouvez infailliblement conclure de son titre ce qu'il est et ce qu'il fait ; ce qu'il a appris ; ce qu'il aime et ce qu'il hait ; comment et où il passe ses jours et ses nuits, comment il pense sur tout, depuis le libre-échange jusqu'à l'immortalité de l'âme, et même, en beaucoup de cas, combien il gagne d'argent. C'est un merveilleux sentiment de sécurité que vous ressentez en face d'un homme ainsi titré. Il n'y a pas là de voile à surprise qui cache le visage d'une mystérieuse Isis. Maya se tient là dans une satisfaisante visibilité, et ne vous laisse rien à chercher ni à deviner. Je m'étonne seulement qu'on n'ait pas encore eu l'idée d'une simplification qui se recommande comme très pratique. Pourquoi laisser aux messieurs titrés un nom propre ? Ce nom en effet rappelle encore une personnalité, tandis que le triomphe suprême de ces messieurs est de n'avoir aucune personnalité, mais un rang, une position, un titre. Celui-ci est la chose principale, l'homme n'est que l'appendice non essentiel.

Bien. Supprimons complètement ce dernier, et n'appelons plus chaque porteur de titre que par le chiffre de la page et de la ligne de l'annuaire civil ou militaire où il est enregistré. Ou, si cela sem-

blait incommode, donnons-lui un nom quelconque à retenir, qui serait à jamais celui de l'occupant d'une situation donnée, et serait pris en même temps que le titre. Alors avec l'uniforme on endosse aussi un nom, et l'on disparaît des pieds à la tête dans son rang et son titre. Les grands seigneurs français du siècle précédent s'entendaient à vivre. Ils avaient pour chaque valet un nom de guerre établi une fois pour toutes, et que celui-ci devait prendre en entrant à leur service. Le premier valet de chambre se nommait, par exemple, Jeunesse ; le chasseur, Picardie ; le cocher, Victor. Chacun recevait de son prédécesseur le nom avec la livrée, et le transmettait à son successeur. De cette façon les maîtres, dont le rôle n'est pas de distinguer des individualités, mais de voir un service régulier régulièrement accompli, s'épargnaient la nécessité de faire des acrobaties de mémoire pour l'office.

Il y aurait d'ailleurs peu de mal, si les fonctionnaires seuls se montraient enfantinement heureux de leur titre, et accordaient plus d'importance à leur uniforme qu'à leur corps. Mais ce phénomène n'est pas limité aux milieux où le titre répond du moins à une fonction, et où l'uniforme n'est pas un déguisement de carnaval, mais un vêtement de travail ; il est répandu par tout

le peuple et observé chez un nombre incalculable de gens dont le seul rapport avec le service de l'Etat consiste en ce que, lors du recensement, ils forment une unité dans le total officiel. Dans la vie bourgeoise aussi, l'Allemand aspire à une distinction gouvernementale quelconque, à une estampille ou à une marque au fer rouge témoignant qu'il fait partie du troupeau de l'Etat. Aussi longtemps que l'Etat n'a pas pris, par une nomination quelconque, officiellement connaissance de son existence, il ne croit pas qu'il existe. Sans ce qu'il appelle une distinction, il ne se sent pas un homme complet, mais tout au plus l'embryon d'un homme. Son métier ou sa profession lui paraît le support d'un titre, et la destination naturelle de sa poitrine lui semble être de porter une décoration. Des hommes nés libres, indépendants, n'ont pas la fierté de reposer sur eux-mêmes et de ne rien vouloir des autres ; ils aliènent leur indépendance, qui vaut plus que la primogénéité d'Esau, pour une marque de faveur qui a moins d'importance que le plat de lentilles de Jacob. Lors du développement de la féodalité, les hommes libres durent remettre le franc-alleu de leurs biens aux mains des grands nobles, et le recevoir de nouveau d'eux comme fief, à titre de don gracieux. On fait aujourd'hui sans nécessité ni contrainte ce que

l'orgueilleuse génération de ce temps-là ne consentit à faire qu'après une rude résistance.

En Russie, l'échelle des divers degrés du fonctionnarisme se nomme le « tchin ». Tout Russe qui veut faire dans le monde un peu plus figure que le hareng à son banc, doit occuper un degré quelconque de cette échelle. Mais le « tchin » n'est pas resté une institution russe ; il a fait son chemin au delà des frontières. L'échelle a été dressée aussi en Allemagne, et le monde a devant les yeux ce spectacle baroque d'un des premiers et des plus puissants peuples civilisés de la terre, passant sa vie à en gravir solennellement un échelon après l'autre, pareil à un nombre de grenouilles vertes emprisonnées. Le développement de l'individu ne se produit pas du dedans au dehors, mais par ajoutage extérieur ; non comme chez un organisme auto-dynamique rempli de force vitale, mais comme chez une pierre inerte et morte. C'est l'Etat qui ajoute de nouveaux centimètres à la taille naturelle de l'individu, et l'agrandit de temps en temps d'une tête. La croissance ne consiste pas en une élévation du caractère, mais en un allongement du titre. La personnalité perd une qualité, le titre gagne un adjectif. Le tempérament s'appauvrit, la brochette de décorations s'enrichit.

Et malheur à l'homme isolé qui veut se dérober

à cette servitude universelle volontaire ! On le regarde comme, dans la fable, les chiens domestiques regardent le libre loup. Ou, plus exactement, on ne le regarde pas du tout. Grimmelshausen, le conteur allemand du xvii^e siècle, parle dans un de ses romans d'un nid d'oiseau merveilleux qui rendait invisible celui qui le portait. Le titre a l'effet opposé de ce nid merveilleux : lui seul rend visible celui qui le porte. Aussi longtemps qu'on ne le possède pas, on n'est pas remarqué par la société, on est une ombre transparente, une bulle d'air. L'homme qui, en vertu de sa propre force organique et obéissant à sa loi de croissance intérieure, s'est formé en une individualité qui veut être considérée et mesurée à part et ne peut être comprise dans son originalité et sa beauté propres que si elle est dégagée de tous les appendices arbitraires extérieurs ne servant qu'à embrouiller les lignes et à déformer l'ensemble, un tel homme disparaît derrière des mannequins articulés indifférents qui ne servent qu'à porter des uniformes et des marques hiérarchiques ! Un enfant, dans une anecdote connue, déclare qu'il ne saurait pas dire si des enfants qu'il a vus en train de se baigner étaient des garçons ou des filles, puisqu'ils ne portaient pas leurs vêtements. La société en est au point de vue de

cet enfant. Elle ne comprend pas l'humanité, si elle ne se présente pas sous un costume déterminé. Elle ne reconnaît un homme que quand il apparaît devant elle en grand attifage de rang et de titres. Cette manière de voir contraint tout homme qui a le désir justifié de jouir de quelque considération parmi ses concitoyens, à abandonner sa voie de développement naturelle et à se joindre à la foule qui, d'un pas égal et endormi, se pousse en avant dans l'ornière tracée par l'Etat et est surveillée à droite et à gauche par des sergents de ville. Ainsi naît dans l'individu l'idée que sa vie primordiale, qu'il tient de la nature, ne compte pas ; que, pour entrer réellement dans l'existence, il doit, avec l'aide de l'Etat, renaître une seconde fois sous forme de conseiller quelconque. C'est ainsi que dans l'Inde les membres des trois plus hautes castes sont « dhvitchas », c'est-à-dire doivent se soumettre, comme adultes, à une cérémonie symbolique de renaissance consistant à passer tout habillés de blanc, avec des rites solennels, par une petite porte étroite.

Quelle pitoyable régression vers des degrés d'évolution surmontés depuis longtemps ! Quelle contradiction avec toutes les idées fondamentales et les forces motrices de l'époque ! Plus un organisme est développé, et plus il est original, diffé-

rencié, plus en lui l'individu prend le pas sur l'espèce. Cette loi domine non seulement les êtres isolés, mais aussi les sociétés. Dans l'antiquité, au moyen âge, la communauté était organisée en collectivité fermée, et l'individu n'avait de valeur que comme partie du tout. Alors il n'était ni possible ni permis d'être original, mais il fallait s'adapter au plan exactement tracé de l'édifice de l'Etat, de la société, de la corporation ou de la guilde. Celui que les autorités ou les associations privilégiées n'avaient pas reçu dans leur giron, celui-là était un forain hors le droit et hors la protection de la loi. Le degré d'évolution sociale d'alors équivalait à peu près à celui d'un polypier, où les individus sont fondus ensemble, incomplètement formés, organiquement asservis, ne peuvent ni vivre ni se mouvoir par eux-mêmes, ni s'élever au-dessus d'une existence partielle subalterne et rudimentaire. Aujourd'hui nous sommes plus avancés. Nous ne formons plus un banc de coraux, mais au moins un troupeau, j'espère. Chaque individu mène une existence particulière, quoique tous aient besoin les uns des autres pour certaines fonctions. Le lien de la solidarité, qui nous unit tous, nous laisse pourtant une amplitude suffisante d'indépendance, et chacun de nous a la possibilité organique de paître à part. Cet individualisme,

la conquête des temps nouveaux, on le sacrifie volontairement pour l'ancien collectivisme, dans lequel l'individu n'est qu'une cellule, moins qu'un organe, un rien palpitant et absurde. C'est en effet là qu'on arrive nécessairement, quand on reconnaît que toute valeur et toute dignité ne peuvent venir à un homme que par la puissance de l'Etat, et que, pour sa place parmi les hommes, un diplôme et un brevet sont plus décisifs que sa propre valeur, son importance intellectuelle, et des actes qui n'ont pas été accomplis en vue du *Journal officiel*.

Qu'est-ce que cela, l'Etat? En théorie, cela veut dire : nous, vous. Mais, dans la pratique, c'est une classe dominante, un petit nombre de personnalités, parfois une seule personne. Mettre l'estampille de l'Etat au-dessus de tout, c'est vouloir plaire exclusivement à une classe, à quelques personnes, à une seule personne. C'est se développer vers un but qui n'est pas indiqué par sa nature même, mais est établi par une pensée étrangère, peut-être même seulement par un caprice étranger. C'est renoncer à son être le plus intime et se former d'après un modèle extérieur contre lequel s'insurgent peut-être toutes les dispositions et tous les penchants primordiaux. Toute la couche intellectuelle d'une nation se transforme par cette

manière en une espèce d'ordre des jésuites qui a fait le « sacrifice de sa raison » et renoncé à penser avec sa propre tête et à décider avec sa propre conscience du juste et de l'injuste. On ne se forme pas d'après la poussée organique, mais on se distille comme un métal liquéfié dans un moule arrêté officiellement, et l'on met son orgueil à être non un organisme vivant ayant une physionomie propre, mais un banal dessus de pendule en zinc de camelotte. Par ce procédé de fonte, la structure cristalline d'un peuple est dissoute et son noyau solide détruit. La belle et riche diversité des développements naturels cède la place à une misérable uniformité imposée. Quand on surprend l'individu par la question comment il pense sur un sujet quelconque, il ne sait pas le dire à l'improviste, mais doit courir d'abord à la Place pour chercher le mot d'ordre du jour. Des millions d'êtres renoncent à leur émancipation et se soumettent, avec toutes leurs pensées et leurs actions, à une tutelle dont bientôt même ils ne sentent plus l'étroite tyrannie.

Qu'on ne m'objecte pas qu'il ne peut en être autrement, et que j'ai moi-même démontré com-
pendieusement comment la grande masse est incapable d'un travail intellectuel original et indépendant, comment celui-ci est exclusivement

accompli par les hommes exceptionnels, et transmis, par la suggestion, de l'infime minorité à l'immense majorité. Il y a précisément une énorme différence, si le penser d'un seul ou de quelques-uns est versé dans le cerveau de tout un peuple par suggestion naturelle ou par contrainte et violence. Dans l'un des cas, nul processus organique n'est dérangé ; ceux-là seuls qui sont incapables d'un penser individuel subissent inconsciemment l'influence de l'esprit supérieur et en deviennent nécessairement les imitateurs. Dans l'autre cas, au contraire, un développement naturel est empêché et supprimé ; même des esprits doués et vigoureux destinés à fournir du travail intellectuel nouveau et original et à augmenter la richesse intellectuelle de leur peuple et de l'humanité, paralysent intentionnellement et avec un effort de volonté conscient leur activité cérébrale, pour pouvoir repenser intégralement la pensée normale officielle imposée à toute la nation, et se rendre par là dignes d'une approbation gouvernementale. C'est la même différence qu'entre la paresse de petits enfants et la fainéantise d'hommes en âge de produire. Celle-là est prévue, toute naturelle, et n'occasionne aucun dommage économique ; celle-ci réduit, quand elle est générale, un peuple à la mendicité.

Cette renonciation en masse à l'indépendance humaine facilite naturellement à un haut degré le gouvernement. Le chien ne se tient jamais aussi tranquille que quand on lui met un morceau de sucre sur le museau et qu'on lui laisse espérer que, s'il fait bien le beau, il lui sera permis de le happer. Un peuple qui n'estime un homme que quand il a reçu dans le *Journal officiel* son second baptême officiel et invite ou plutôt force par cette habitude tous ses membres quelque peu éminents à pénétrer à tout prix dans le sanctuaire de la feuille susdite, un tel peuple est absolument dans la main de son gouvernement, c'est-à-dire de sa classe dominante. Cette pensée : « Qu'en dira-t-on en haut lieu ? » accompagne constamment tous ses citoyens, et les épie par-dessus l'épaule dans leurs travaux, leurs projets et leurs conversations les plus secrets. Incessamment surveillé par cet espion, le citoyen perd l'habitude nécessaire et féconde d'être seul avec soi-même et avec sa propre conscience, et devient aussi hésitant, aussi cabotin, aussi courtisan qu'on doit le devenir, quand on se sait constamment observé par un témoin vétilleux. Mais le gouvernement a naturellement le plus grand intérêt à entretenir une telle situation. Elle empêche les résistances incommodes de la pensée publique. Elle met un grand pays aux pieds d'un

ministre et de quelques chefs de bureau. Elle abaisse les hommes indépendants au rang de citoyens de seconde classe marqués d'une tache, puisqu'ils ne peuvent jamais s'élever au niveau des hommes complets ornés de titres et de décorations, et donne à toute opposition politique contre le gouvernement, aux yeux de la foule, le caractère d'une malhonnêteté, le caractère d'un acte qui enlève à son auteur les droits honorifiques regardés comme les plus précieux : ceux de colorer un jour sa boutonnière d'un ruban, de couronner son nom d'un titre.

C'est là un état de choses non seulement déplorable, non seulement immoral, mais aussi des plus dangereux pour l'avenir d'un peuple. J'ai lu dans Vasari, je crois, que Michel-Ange, après avoir travaillé vingt-deux mois de suite à la voûte de la Chapelle Sixtine, était tellement habitué à lever les yeux en haut, qu'il ne pouvait plus regarder droit devant lui, ou à gauche et à droite, comme un homme naturel, mais devait tenir à deux mains au-dessus de ses yeux même l'écriture qu'il voulait lire. La même chose advient à un peuple qui a pris l'habitude de toujours loucher en haut, toujours vers les chefs du gouvernement. Il perd l'aptitude de voir librement autour et au devant de lui ; il désapprend d'apercevoir les dangers

qui viennent sur ses flancs. Les hommes qui, dans ce peuple, travaillent ou prétendent travailler pour le bien public, ne remarquent ni leurs voisins ni l'effet de leurs paroles et de leurs actions sur ceux-ci, mais n'ont dans tout leur horizon artificiellement rétréci que l'image d'une personnalité ou d'un groupe aux lèvres et aux sourcils desquels ils restent suspendus comme des pantins. Ils ne voient plus la chose publique et leur but n'est pas de lui être utile et de lui plaire, mais d'obtenir du personnage puissant un signe de main ou un sourire de condescendance.

Je sais bien ce qu'on dit d'ordinaire en faveur d'un tel état de choses. Il faciliterait ou même rendrait seulement possible la concentration de toute la force populaire pour de grandes actions, il empêcherait son éparpillement en cent directions, favoriserait un acheminement sûr et conscient du but des destinées nationales. Dans un pays où l'on n'estime le citoyen que lorsqu'il a été visiblement distingué par la collectivité représentée par le gouvernement, le citoyen se sent aiguillonné à consacrer ses forces à la collectivité et à bien mériter d'elle ; l'égoïsme est combattu et l'esprit public cultivé ; une étroite solidarité relie tous les membres de la nation, et la rude discipline sans laquelle même les plus puissants efforts

des masses restent stériles, devient un trait de caractère fondamental du peuple. Voilà ce que l'on dit; mais c'est là un sophisme, du premier au dernier mot. La force d'une collectivité repose en effet en dernière analyse sur la force de ses parties constitutives. Celles-ci sont-elles faibles, toute concentration, toute discipline et toute subordination à une direction unique ne les rendent pas fortes. Mille moutons ont beau pratiquer une extrême solidarité, ils ne pourront jamais résister à un seul lion et à plus forte raison devenir dangereux pour lui. Quand dans une nation on rabougrit et déracine systématiquement l'indépendance virile, quand on écrase par une pression violente les caractères, il ne subsiste finalement plus un organisme populaire vivant, mais seulement une poussière atomique qu'un enfant peut percer du doigt en jouant. L'être original ne parvient pas à son développement, la diversité disparaît, les sources de la vérité, qui jaillissaient pour le peuple de mille têtes particulières, tarissent, et d'une extrémité du pays à l'autre on ne rencontre plus que des copies de colportage d'une unique figure, officiellement proclamée le seul type national authentique et correct.

Dans des conjonctures pacifiques, un peuple peut longtemps subir une pareille décadence, sans

avoir conscience de sa situation inquiétante et sans voir l'abîme sur le bord duquel il se promène. Il peut aussi avoir le bonheur d'être gouverné par un esprit puissant et éclairé qui se propose de hautes tâches et accomplit de grandes actions. Alors tout va à peu près bien, les plats intrigants triomphent, le succès donne raison à ceux qui demandent au peuple de laisser une seule tête penser et un seul bras agir pour lui, et la brigade universelle de la bienveillance gouvernementale, qu'on n'obtient que par un retour sans réserve à la manière de voir de ce ministre (Rochow) pour lequel « l'esprit de tout sujet est naturellement borné », semble réellement assurer le salut de l'État. Mais le génie lui-même ne vit pas éternellement, chaque génération n'en produit pas un nouveau, et même le plus grand peuple n'est pas sûr d'avoir toujours à la tête de son gouvernement des hommes extraordinaires. L'histoire enseigne que, dans le conseil des puissants, la « quantité imperceptible de sagesse » dont parle le chancelier suédois Oxenstiern, est beaucoup plus fréquente qu'une grande force intellectuelle. Qu'est-ce, quand la médiocrité ou même la stupidité, la légèreté, l'égoïsme, la prévarication, le vice bas, s'emparent des destinées du peuple? La vieille habitude de laisser le gouvernement penser et agir pour soi et de vénér-

rer ses vues comme des oracles infaillibles, cette habitude persiste, car elle est devenue organique ; la foule continue à regarder seulement le conseiller comme un homme complet et un citoyen de première classe ; les couches cultivées de la nation continuent à faire la chasse aux titres et aux décorations ; le gouvernement continue à ne départir ses faveurs qu'à ceux qui l'applaudissent. Ceux donc qui aspirent à la considération de la foule, continuent à se pâmer d'admiration et d'adoration devant l'autorité supérieure ; la critique se tait, la résistance des quelques indépendants est sans effet, et en pleine idylle d'un gouvernement content de lui-même et d'une obéissance admirative, peut fondre, sans avertissement, du jour au lendemain, la catastrophe la plus épouvantable. Alors se montrent les conséquences du système de l'adoration universelle des ministres. On a désappris à songer à la chose publique et à chercher dans sa propre intelligence et dans son propre sentiment ce qui pourrait lui être propice ; on n'a plus pensé qu'au gouvernement, et confondu celui-ci avec le peuple, avec la patrie ; on s'est habitué à pratiquer la flagornerie en vue des récompenses et des distinctions, non à obtenir l'estime et le contentement de soi-même par le déploiement libre de son être intime ; aussi le

malheur trouve-t-il le peuple entier non préparé et désarmé, et celui-ci périt définitivement, s'il ne renferme pas encore dans ses profondeurs des éléments sains et primesautiers, qui ont pu suivre leurs propres voies de développement, parce qu'ils ne se sont jamais souciés de titres et de distinctions, et dont la solidité indestructible répare, aux heures d'extrême danger, tous les crimes d'un gouvernement idiot et d'une élite rampante.

Une nation qui entoure l'annuaire officiel d'une vénération idolâtre n'a que ce qu'elle mérite, quand on lui impose le cheval Incitatus comme sénateur. C'est elle-même qui cultive ses oppresseurs et ses émasculateurs. C'est ainsi qu'il arrive que l'on s'endort à Rossbach et que l'on se réveille à Iéna.